

Primaires de la droite et du centre : pour une vraie alternance !

La campagne a commencé depuis un mois. Les programmes commencent à être connus mais quelques torpilles ont déjà été tirées sous la ligne de flottaison. Ce n'est pas ainsi que l'on donnera confiance aux Français qui attendent une alternance profonde en 2017, reposant sur des propositions solides. Il reste un mois à nos candidats pour attirer leurs électeurs pour de bonnes raisons et non par simple rejet du PS !

J'ai la conviction que nous sommes en 1958. Car **tout est à rebâtir en France : d'abord la confiance des Français en ceux qui les représentent.**

Ce n'est pas un hasard si le général de Gaulle avait fait adopter par referendum une Constitution qui rompait totalement avec les institutions des deux précédentes républiques. Dans un pays fracturé, bouleversé par la vague migratoire qui envahit l'Europe, soumis à la tyrannie de minorités et de pouvoirs sans contre-pouvoirs, le referendum, seul, permet de renouer les liens entre le peuple et l'autorité politique. Un constat très largement soutenu dans l'opinion publique. Les « élites », elles, comme en 1958, se défient du referendum, car il les réduit à leur vraie dimension...

L'identité française ensuite : 35 ans de crise économique et d'immigration continues ont transformé la géographie, nos villes et la population de notre pays, refoulant beaucoup de Français modestes du centre des grandes métropoles vers leurs banlieues, puis de celles-ci vers les petites villes et la ruralité, dans un mouvement continu de déclassement et d'appauvrissement. L'intégration à la française est un échec piteux : ghettos, coexistence conflictuelle des « communautés », « quartiers » de non-droit où s'est imposé un marché de la drogue à ciel ouvert, sentiment de repentance entretenu comme philosophie expiatoire de notre histoire, tout concourt à « changer de logiciel » : cela s'appelle **l'assimilation républicaine. Un même moule culturel pour tous.** Que nous soyons occitans de souche, antillais, tahitiens, africains ou maghrébins, nous n'avons, si nous sommes Français, qu'une nation, qu'une loi, qu'une devise, qu'un drapeau, qu'une Marseillaise. Et j'ajouterais : un même ancêtre prestigieux, Vercingétorix, unissant les tribus gauloises face à César, parce que nous n'avons aussi qu'une histoire !

On ne force aucun étranger à rester chez nous : il y a beaucoup de pays dans le monde pour accueillir ceux qui ne peuvent se résoudre à « communier dans le souvenir du sacre de Reims et de la Fête de la Fédération » ⁽¹⁾ les références que citait l'historien Marc Bloch, fusillé par les Allemands en 1944, parce qu'il était résistant et juif. On ne forcera pas non plus les Français à se soumettre à des modes de vie et des principes religieux qui leur sont étrangers : la société multiculturelle, vantée par la gauche depuis quarante ans, est une machine à fabriquer des conflits dont les vraies victimes sont les Français modestes et les immigrés qui se sont assimilés.

Nos souverainetés, enfin : notre pays a fait beaucoup de concessions aux « bisounours » très libéraux de la mondialisation et aux technocrates de Bruxelles, alors que leur vision du monde s'écroule : guerre économique qui ébranle nos entreprises et financiarisation de l'économie, incapacité des « eurocrates » à défendre nos intérêts et nos valeurs, retour, partout, des peuples et des frontières. Nous devons retrouver les moyens de lutter à armes égales avec nos concurrents.

La France doit reprendre pied dans le concert des grandes nations, tenir à égale distance les Etats-Unis et la Russie, se faire entendre du monde arabe et de l'Iran, promouvoir la paix au Proche-Orient dans la dignité et la sécurité des protagonistes, surmonter, sur les sujets de son choix, les absurdités et la supériorité du droit européen sur notre droit national, notamment en matière d'immigration familiale (par référendum, justement) et de politique de la concurrence qui entrave l'émergence de champions industriels européens.

Voilà bien certains des enjeux fondamentaux de ces primaires ! Nous sommes à la croisée des chemins. Notre pays s'est déclassé. Les parents n'ont plus l'espoir que leurs enfants vivront mieux qu'eux. C'est nouveau, et c'est tragique. La situation est assez grave après cinq ans de hollandisme et cinquante d'esprit soixante-huitard pour que nos candidats ne s'opposent pas à travers des petites phrases mais s'unissent sur un grand dessein : reconstruire une France forte et juste pour les Français dans une Europe puissante.

Nous ne demandons pas aux socialistes de choisir notre candidat : ils se sont assez trompés dans le passé et ont suffisamment contaminé certains des nôtres ! Leur tour viendra lors de leurs propres « primaires ». Mais à tous ceux qui se reconnaissent dans les valeurs nationales et républicaines, à tous ceux qui veulent le rétablissement de l'ordre et de l'autorité de l'Etat, l'éradication du fondamentalisme musulman, la récompense du mérite et du travail, l'accès à un vrai emploi pour les jeunes, la justice pour les victimes et l'indépendance de notre pays à l'égard des fausses élites, je dis : **votez les 20 et 27 novembre**. Votez sans rage ni ressentiment. Votez avec le calme et la joie dans lesquels ont défilé les Français en 1968 pour mettre un terme à ce que de Gaulle appelait la « chienlit ».

Mais quel que soit le résultat des primaires, sans état d'âme ni calcul personnel, **on se retrouvera tous derrière notre champion**. Et l'on préparera ensemble, la fermeture de cette parenthèse historique qui s'est ouverte en 1968.

Bernard Carayon
Secrétaire national
des Républicains
Maire de Lavour

(¹) *La fête de la Fédération : la fête qui fut célébrée sur le Champ-de-Mars de Paris, le 14 juillet 1790, premier anniversaire de la prise de la Bastille. Cet événement est fêté tous les 14 juillet depuis 1880, comme Fête nationale française.*